

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

13 JUIN 1980

PROJET DE LOI

instituant une Commission royale chargée de préparer la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale

PROPOSITION DE LOI

créant la fonction de commissaire royal à la réforme globale de la sécurité sociale

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION DE L'EMPLOI
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE (1)

PAR M. LENSSSENS

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Brasseur.

A. — Membres : MM. De Mey, Deneir, Mlle De Weweire, MM. Hiance, Langendries, Lenssens, Marchal, Marc Olivier, Mathieu Rutten, Mme Smet. — MM. Gondry, Leburton, Nyffels, Onkelinx, Perdieu, Van Acker, Vandenhove. — MM. Flamant, Maistriaux, Pierard, Van Renterghem. — M. Brasseur. — M. Valkeniers.

B. — Suppléants : MM. Breyne, Cardoen, Coppieters, Desutter, Robert Devos, Liénard, Marchand, Schyns, Van den Brande, Vankeirsbilck, Verhaegen. — Mme Adriaensens épouse Huybrechts, MM. Delhaye, Delizée, Hancké, Jandrain, Leclercq, Mangelschots, Vanderheyden. — MM. Colla, De Cordier, Kubla, Pans, Sprockeels. — MM. Fiévez, Moreau. — MM. Anciaux, Van Grembergen.

Voir :

419 (1979-1980) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 : Amendement.

301 (1979-1980) :

- N° 1 : Proposition de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

13 JUNI 1980

WETSONTWERP

tot instelling van een Koninklijke Commissie ter voorbereiding van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de wetgeving met betrekking tot de sociale zekerheid

WETSVOORSTEL

houdende instelling van het ambt van koninklijk commissaris voor de globale hervorming van de sociale zekerheid

VERSLAG

NAMENS
DE COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING
EN HET SOCIAAL BELEID (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER LENSSSENS

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Brasseur.

A. — Leden : de heren De Mey, Deneir, Meij. De Weweire, de heren Hiance, Langendries, Lenssens, Marchal, Marc Olivier, Mathieu Rutten, Mevr. Smet. — de heren Gondry, Leburton, Nyffels, Onkelinx, Perdieu, Van Acker, Vandenhove. — de heren Flamant, Maistriaux, Pierard, Van Renterghem. — de heer Brasseur. — de heer Valkeniers.

B. — Plaatsvervangers : de heren Breyne, Cardoen, Coppieters, Desutter, Robert Devos, Liénard, Marchand, Schyns, Van den Brande, Vankeirsbilck, Verhaegen. — Mevr. Adriaensens echtg. Huybrechts, de heren Delhaye, Delizée, Hancké, Jandrain, Leclercq, Mangelschots, Vanderheyden. — de heren Colla, De Cordier, Kubla, Pans, Sprockeels. — de heren Fiévez, Moreau. — de heren Anciaux, Van Grembergen.

Zie :

419 (1979-1980) :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 : Amendement.

301 (1979-1980) :

- N° 1 : Wetsvoorstel.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ces textes lors de ses réunions des 12 mars et 11 juin 1980.

Exposé du Ministre

Le Ministre a fait cet exposé le 12 mars.

Le 10 mai 1979, une proposition de loi instituant une commission royale chargée de préparer la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale a été déposée sur le bureau du Sénat par M. Deleeck et consorts.

Après de longues discussions en commission, le texte a été adopté par celle-ci et ensuite voté en séance publique. C'est ce texte qui est à présent soumis à votre examen.

I. — Exposé sur le contenu du projet de loi.

Le texte du projet prévoit :

1) La création d'une commission royale.

2) Les tâches assignées à son action :

— soumettre au Parlement un rapport contenant des propositions de codification des dispositions éparses de sécurité sociale afin d'avoir en main un instrument de travail clair et maniable, afin ainsi d'accroître l'efficacité de la sécurité sociale;

— émettre, soit d'office, soit à la demande du Gouvernement, des avis concernant les modifications essentielles à apporter à la législation relative à la sécurité sociale;

— soumettre au Parlement des problèmes relatifs à certaines options politiques à prendre.

3) La composition de la commission :

— un président;

— quatre experts venant des milieux universitaires;

— six membres des chambres législatives;

— six représentants choisis paritairement au sein des organisations de travailleurs et d'employeurs.

4) Le fonctionnement de la commission.

Le rôle du président sera particulièrement important : en effet, c'est lui qui rédigera des textes à soumettre à la commission pour discussion.

Cette commission devra élaborer des propositions concrètes afin d'aboutir à un avant-projet de code de la sécurité sociale pouvant être soumises au Parlement accompagné d'un exposé des motifs et d'un rapport des travaux de la commission.

Pour ce faire, la commission pourra procéder à toutes les auditions utiles à la réalisation de ses objectifs.

5) Délai imparti à la commission pour l'accomplissement de la mission.

A dater de l'institution de la commission, celle-ci disposera d'un délai de cinq ans pour transmettre son rapport aux chambres législatives et au Gouvernement.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft die teksten in haar vergaderingen van 12 maart en 11 juni 1980 behandeld.

Uiteenzetting van de Minister

De Minister hield deze uiteenzetting op 12 maart.

Op 10 mei 1979 dienden de heren Deleeck cs. bij het Bureau van de Senaat een wetsvoorstel in tot instelling van een koninklijke commissie ter voorbereiding van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de wetgeving met betrekking tot de sociale zekerheid.

Na langdurige besprekingen in de commissie werd de tekst aangenomen en nadien in openbare vergadering goedgekeurd. Die tekst is u thans ter bespreking voorgelegd.

I. — Toelichting bij de inhoud van het wetsontwerp.

De tekst van het ontwerp voorziet in :

1) De oprichting van een koninklijke commissie.

2) De opdrachten ervan :

— aan het Parlement verslag uitbrengen met voorstellen tot codificering van de verspreide bepalingen inzake sociale zekerheid, om aldus een duidelijk en handig werkinstrument te hebben, waardoor de doelmatigheid van de sociale zekerheid kan worden vergroot;

— ambtshalve of op verzoek van de Regering adviezen verstrekken in verband met fundamentele wijzigingen die in de wetgeving betreffende de sociale zekerheid moeten worden aangebracht;

— aan het Parlement de vraagstukken voorleggen, betreffende bepaalde beleidsmaatregelen.

3) De samenstelling van de commissie :

— een voorzitter;

— vier deskundigen uit academische kringen;

— zes leden van de Wetgevende Kamers;

— zes vertegenwoordigers die paritair uit de werknemers- en werkgeversorganisaties zijn gekozen.

4) De werking van de commissie.

De opdracht van de voorzitter zal uiterst belangrijk zijn : hij dient immers de teksten op te stellen die aan de commissie ter bespreking moeten worden voorgelegd.

Die commissie dient concrete voorstellen uit te werken om tot een voorontwerp van wetboek voor de sociale zekerheid te komen; die voorstellen kunnen worden voorgelegd aan het Parlement, samen met een memorie van toelichting en een verslag over de werkzaamheden van de commissie.

Daartoe kan de commissie alle hoorzittingen houden die nuttig zijn om haar doelstellingen te verwezenlijken.

5) De termijn welke aan de commissie wordt opgelegd voor het volbrengen van haar opdracht.

Zodra de commissie is opgericht, beschikt zij over een termijn van vijf jaar om haar verslag aan de Wetgevende Kamers en aan de Regering voor te leggen.

Mais le texte du projet prévoit la possibilité pour la commission de scinder le travail et des rapports sur une partie de la matière pourront entre-temps être transmis au Parlement.

6) Dispositions réglant le fonctionnement de la commission :

— afin de disposer de toutes les données du problème, il est donné à la commission le pouvoir de requérir des Ministres ou des services publics compétents tous les renseignements administratifs dont elle aurait besoin;

— étant donné le rôle particulièrement actif du président de la commission, qui a pour tâche essentielle de coordonner les travaux de la commission, il est normal qu'il soit nommé par le Roi et qu'il soit doté d'un statut particulier, arrêté par le souverain.

II. — Au cours des discussions au sein de la commission de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale du Sénat, le Ministre a pris l'initiative de réunir quelques signataires des deux propositions (députés et sénateurs).

D'une part, celle de M. Deleeck et consorts instituant une commission royale chargée de préparer la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale, déposée au Sénat et d'autre part, celle de MM. Verhaegen et Van Acker, créant la fonction de commissaire royal à la réforme globale de la sécurité sociale, déposée à la Chambre.

En effet, il lui avait paru opportun d'essayer de parvenir à un compromis entre les points de vue des uns et des autres afin de fondre les textes des deux propositions en un texte unique.

Lors de cette réunion, l'on est arrivé à la conclusion que le texte initial de la proposition de loi adopté par la commission sénatoriale en première lecture devrait être modifié.

III. — Modifications apportées au texte initial adopté par la commission sénatoriale compétente :

1° Le texte du projet de loi trace la cadre dans lequel la commission royale œuvrera. Le texte adopté précise que c'est dans le cadre d'une réforme globale de la sécurité sociale que la commission royale sera amenée à travailler, ce que n'indiquait pas expressément le texte de la proposition.

2° Le texte du projet de loi élargit considérablement les pouvoirs de la commission royale.

En effet, dans le texte du projet de loi, la commission reçoit, en plus de la tâche de rédiger un rapport afin de faire des textes de la sécurité sociale un ensemble systématique, le pouvoir d'émettre des AVIS, soit d'office, soit à la demande du Gouvernement, au sujet des modifications fondamentales de la législation relative à la sécurité sociale.

Elle peut également soumettre au Parlement des problèmes concernant certaines options politiques à prendre.

3° La composition de la commission est tout à fait bouleversée :

De tekst van het ontwerp voorziet in de mogelijkheid voor de commissie om het werk te splitsen en ondertussen kunnen verslagen over een gedeelte van de materie aan het Parlement overgemaakt worden.

6) De bepalingen die de werking van de commissie regelen :

— om over alle gegevens van het vraagstuk te kunnen beschikken, kan de commissie bij de bevoegde ministers of overheidsdiensten alle nodige administratieve inlichtingen inwinnen;

— gelet op de uiterst actieve rol van de voorzitter van de commissie, wiens voornaamste taak erin bestaat de werkzaamheden van die commissie te coördineren, is het normaal dat hij door de Koning benoemd wordt en dat het Staatshoofd hem een bijzonder statuut toekent.

II. — Tijdens de besprekingen in de Senaatscommissie voor de Tewerkstelling, de Arbeid en de Sociale Voorzorg heeft de Minister het initiatief genomen om enkele onderkenen van de twee voorstellen (kamerleden en senatoren) bijeen te brengen.

Eenzijds van het voorstel van de heer Deleeck c.s. tot instelling van een koninklijke commissie ter voorbereiding van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de wetgeving met betrekking tot de sociale zekerheid, ingediend in de Senaat, en anderzijds van het voorstel van de heren Verhaegen en Van Acker houdende instelling van het ambt van koninklijk commissaris voor de globale hervorming van de sociale zekerheid, ingediend in de Kamer.

Het leek hem immers wenselijk te streven naar een compromis tussen beider standpunten, om de teksten van de twee voorstellen in één tekst te versmelten.

Tijdens die vergadering is men het tot het besluit gekomen dat de oorspronkelijke tekst van het in eerste lezing door de senaatscommissie aangenomen wetsvoorstel moest worden gewijzigd.

III. — Wijzigingen in de oorspronkelijke door de bevoegde senaatscommissie aangenomen tekst :

1° De tekst van het wetsontwerp schetst het kader waarbinnen de koninklijke commissie zal werken. De aangenomen tekst zegt dat dit zal gebeuren in het raam van een algemene hervorming van de sociale zekerheid, wat niet uitdrukkelijk was bepaald in de tekst van het voorstel.

2° De tekst van het wetsontwerp breidt de bevoegdheden van de koninklijke commissie aanzienlijk uit.

In de tekst van het wetsontwerp krijgt de commissie niet alleen de taak om een verslag op te maken zodat de teksten van de sociale zekerheid tot een systematisch geheel worden verwerkt, maar ook de bevoegdheid om ambtshalve of op aanvraag van de Regering ADVIEZEN uit te brengen over de fundamentele wijzigingen van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid.

Ook kan zij aan het Parlement vraagstukken voorleggen betreffende bepaalde te nemen politieke opties.

3° De samenstelling van de commissie is volkomen gewijzigd :

— le nombre d'experts passe de deux à quatre, ces experts ne sont plus indépendants mais appartiennent aux milieux universitaires;

— de quatre représentants de l'économie organisée, leur nombre passe à six avec des précisions supplémentaires figurant dans le texte du projet :

- Ces six représentants sont choisis paritairement au sein d'une part des organisations représentatives des travailleurs et d'autre part, des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs indépendants.

- Le texte de la proposition était muet au sujet de la suppléance des représentants des organisations représentatives des travailleurs, des employeurs et des travailleurs indépendants.

Le projet de loi a remédié à cette lacune en son article 3.

4° L'article 4 de la proposition de loi disposait que « le président porte le titre de commissaire royal ». Cette idée a été abandonnée dans le texte du projet.

5° Un ajout important figure à l'article 6. En effet, le rapport à la commission sera transmis non seulement aux Chambres législatives, mais également au Gouvernement; il est en effet normal que les Ministres puissent prendre également connaissance de ce rapport.

6° Les articles 7, 8 et 9 réglant le fonctionnement matériel de la commission ont subi de profondes modifications :

— le terme « Commissaire royal » de l'article 7 est remplacé par le terme « président ». Cet article 7 figure maintenant à l'article 8 du projet et est complété, en ce sens que le Roi arrête également le statut des membres de la commission. C'est le Roi qui nomme le président et les membres de la commission;

— l'article 8 de la proposition se retrouve maintenant à l'article 9 du projet avec un ajout. Le Roi détermine également les frais de fonctionnement de la commission;

— l'article 9 de la proposition se trouve approfondi, modifié et constitue l'article 7 du projet :

- A la place de l'expression « a le droit de recueillir », le projet parle de « peut requérir », ce qui implique un pouvoir d'injonction de la part de la commission.

- Au lieu de « toutes informations utiles », on parle de « renseignements administratifs nécessaires ».

- Le projet complète l'article 9 de la proposition en ce sens que la commission peut requérir également des institutions publiques ou des Ministres.

IV. — Afin que la commission royale puisse travailler en profondeur et mener sa tâche à bonne fin, il importe que les réformes urgentes de la législation relative à la sécurité sociale soient entreprises. Ces réformes feront l'objet d'un projet de loi-cadre concernant la sécurité sociale et les grandes options politiques de cette réforme doivent d'abord être votées au Parlement.

— in plaats van twee deskundigen zijn het er vier geworden; voorts zijn het geen onafhankelijke deskundigen, maar zij moeten tot de academische kringen behoren;

— in plaats van vier vertegenwoordigers van het georganiseerde bedrijfsleven zijn het er zes geworden. De tekst van het ontwerp vermeldt bovendien nog een aantal bijkomende voorwaarden :

- Die zes vertegenwoordigers worden op paritaire wijze gekozen enerzijds uit de representatieve werknemersorganisaties en anderzijds uit de representatieve organisaties van werkgevers en van zelfstandigen.

- In het wetsvoorstel werd niets gezegd over de plaatsvervangende van de vertegenwoordigers der representatieve organisaties van werknemers, werkgevers en zelfstandigen.

Artikel 3 van het wetsontwerp voorziet in die leemte.

4° Artikel 4 van het wetsvoorstel bepaalde : « De voorzitter draagt de titel van Koninklijk Commissaris ». Die bepaling is in de tekst van het ontwerp weggefallen.

5° Artikel 6 bevat een belangrijke toevoeging. Het verslag van de commissie wordt immers niet alleen bij de Wetgevende Kamers ingediend, maar ook bij de Regering. Het is normaal dat ook de Ministers kennis kunnen nemen van dat verslag.

6° In de artikelen 7, 8 en 9 betreffende de materiële werking van de commissie werden grondige wijzigingen aangebracht :

— de term « Koninklijk Commissaris » uit artikel 7 werd vervangen door de term « voorzitter ». Dat artikel 7 vormt nu artikel 8 van het ontwerp en werd aangevuld in die zin dat de Koning ook het statuut van de leden van de commissie bepaalt. De voorzitter en de leden van de commissie worden door de Koning benoemd;

— artikel 8 van het voorstel is, met een toevoeging, artikel 9 van het ontwerp geworden. De Koning bepaalt eveneens de werkingskosten van de commissie;

— artikel 9 van het voorstel wordt grondig gewijzigd en vormt artikel 7 van het ontwerp :

- Het ontwerp bepaalt dat de commissie « inlichtingen kan vorderen » in plaats van « De commissie heeft het recht informatie te vragen ». Dat betekent dat de commissie bevoegd is om bevelen te geven.

- In plaats van « alle nuttige informatie » is er sprake van « de nodige bestuurlijke inlichtingen ».

- Het ontwerp vult artikel 9 van het voorstel aan in die zin dat de commissie ook inlichtingen kan vorderen van de ministers of van openbare instellingen.

IV. — Opdat de koninklijke commissie grondig werk zou kunnen verrichten en haar taak tot een goed einde brengen, moet de wetgeving betreffende de sociale zekerheid dringend worden hervormd. Die hervorming zal in een ontwerp van kaderwet betreffende de sociale zekerheid worden gegoten en aan de grote politieke beslissingen in verband met die hervorming moet het Parlement eerst zijn goedkeuring hechten.

Discussion générale

Lors de la première réunion, trois remarques fondamentales furent formulées.

D'abord, il fut reproché de mettre l'accent sur la codification, l'harmonisation, la simplification de la sécurité sociale dans le cadre d'une réforme globale de cette législation, alors que la révision fondamentale de la sécurité sociale devrait être la mission première de la commission comme le prévoit la proposition de loi jointe au projet.

En deuxième lieu, la composition de la commission fut critiquée. La commission ne comprend que six membres du Parlement sur 17 membres, ce qui va à l'encontre de la volonté de revalorisation du Parlement. Il est d'autant plus indiqué d'accroître la représentation parlementaire à ce stade qu'il appartient en dernière instance au Parlement de se prononcer sur toute réforme.

Enfin, le délai imparti à la commission pour conclure fut jugé trop long. Le problème est devenu crucial : les solutions partielles que proposent les lois budgétaires le démontrent à suffisance. L'opinion publique ne comprendrait pas que la solution définitive soit postposée si longtemps.

Ces remarques ont servi d'appui aux amendements aux articles 1, 2, 3 et 6 déposés par MM. Verhaegen, Van Acker, Lenssens et Flamant.

Il a été ensuite demandé comment s'articulerait la mission de révision de la commission avec la réforme de la sécurité sociale qu'élabore actuellement le Gouvernement.

Le Ministre ne croit pas qu'il y ait incompatibilité. Le projet de loi-cadre de réforme de la sécurité sociale qu'il prépare entend fixer des principes généraux en matière de sécurité sociale, ce qu'on pourrait appeler une « charte sociale », ainsi que des modes de financement. Ce texte sera pour la commission royale un fil conducteur ce qui ne devra pas l'empêcher, si elle l'estime utile, de proposer d'autres options que celles de cette loi-cadre.

Dans l'entre-temps, le Gouvernement reverra avec les partenaires sociaux les différents secteurs de la sécurité sociale afin d'assurer l'équilibre budgétaire.

D'autre part, le projet de loi-cadre ne traite que de la sécurité sociale des travailleurs salariés, alors que la commission royale aura une compétence bien plus étendue.

Une dernière intervention contient le souhait de voir traiter du problème de l'égalité de l'homme et la femme dans la sécurité sociale sans attendre les propositions de la commission royale.

Les autres observations se rattachent plus particulièrement aux articles et sont reprises sous cette rubrique :

Discussion des articles

Cette discussion a eu lieu le 11 juin dernier.

MM. Verhaegen, Van Acker, Lenssens et Flamant ont proposé la modification du titre du projet qui deviendrait « Projet de loi instituant une Commission royale chargée de préparer la réforme globale de la sécurité sociale ainsi que la codification, l'harmonisation et la simplification de cette législation ».

Cette modification découle de l'amendement proposé par ces auteurs à l'article 1.

Elle est admise.

Algemene bespreking

Tijdens de eerste vergadering werden drie fundamentele opmerkingen gemaakt.

Eerst vond men het verkeerd dat in het raam van een algehele hervorming van de sociale zekerheid de nadruk werd gelegd op de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van die wetgeving, terwijl de belangrijkste taak van de commissie erin zou moeten bestaan de sociale zekerheid grondig te herzien, zoals het bijgevoegd wetsvoorstel het trouwens voorziet.

In de tweede plaats werd kritiek geleverd op de samenstelling van de commissie. Op een aantal van 17 leden telt de commissie slechts zes parlementsleden, wat in strijd is met de wil om het Parlement te herwaarderen. Het is des te meer aangewezen de parlementaire vertegenwoordiging in deze fase uit te breiden, daar uiteindelijk het Parlement zich over elke hervorming moet uitspreken.

Ten slotte vond men de termijn die de commissie heeft gekregen om haar besluiten mede te delen te lang. Het vraagstuk is hoogstbelangrijk geworden : de deeloplossingen die in de opeenvolgende begrotingswetten worden voorgesteld, bewijzen zulks voldoende. De publieke opinie zou niet begrijpen dat de eindoplossing zo lang wordt uitgesteld.

Die opmerkingen vormen de verantwoording van de door de heren Verhaegen, Van Acker, Lenssens en Flamant voorgestelde amendementen op de artikelen 1, 2, 3 en 6.

Vervolgens wordt de vraag gesteld welk verband er is tussen de hervormingsopdracht van de commissie en de hervorming van de sociale zekerheid die thans door de Regering wordt uitgewerkt.

De Minister gelooft niet dat beide onverenigbaar zijn. Het ontwerp van raamwet over de hervorming van de sociale zekerheid dat hij voorbereidt, moet algemene beginselen inzake sociale zekerheid vastleggen, wat men een « sociaal handvest » zou kunnen noemen, en ook financieringswijzen. Die tekst zal een leidraad zijn voor de Koninklijke Commissie, wat haar niet mag beletten andere oplossingen voor te stellen dan die van de raamwet, indien ze zulks nuttig acht.

Intussen zal de Regering samen met de sociale partners de verschillende takken van de sociale zekerheid herzien om het begrotingsevenwicht te vrijwaren.

Voorts handelt het ontwerp van raamwet slechts over de sociale zekerheid van de werknemers, terwijl de koninklijke commissie een veel uitgebreider bevoegdheid zal hebben.

Een laatste spreker wenst dat het vraagstuk van de gelijkheid van man en vrouw in de sociale zekerheid wordt behandeld zonder de voorstellen van de koninklijke commissie af te wachten.

De andere opmerkingen hebben meer in het bijzonder betrekking op de artikelen en worden onder die rubriek opgenomen :

Bespreking van de artikelen

Deze bespreking dateert van 11 juni jl.

De heren Verhaegen, Van Acker, Lenssens en Flamant stellen voor de titel van het ontwerp te wijzigen in « Wetsontwerp tot instelling van een Koninklijke Commissie ter voorbereiding van de globale hervorming van de sociale zekerheid alsmede van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de desbetreffende wetgeving ».

Die wijziging volgt uit het door die auteurs op artikel 1 voorgestelde amendement.

De wijziging wordt aangenomen.

Article 1

L'amendement de M. Verhaegen et consorts est libellé comme suit :

« Il est institué une Commission royale chargée de préparer la réforme globale de la sécurité sociale ainsi que la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale. »

Il y a lieu de donner aux termes « sécurité sociale » un sens très large, incluant, comme le prévoit l'accord du Gouvernement des 14 et 15 mai 1980 (p. 11), la sécurité sociale des travailleurs salariés, le statut social des indépendants, la sécurité sociale du secteur public, ainsi que les régimes légaux des prestations garanties.

Cette référence n'est cependant pas limitative et la commission jugera elle-même de ce qui devra faire l'objet de la réforme. Ont été cités, à titre d'exemple, la sécurité sociale d'outre-mer, le statut social du personnel de la S. N. C. B., des anciens combattants.

Parmi les régimes de revenus garantis, il a expressément été fait état de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Un membre a souhaité que les fonds de sécurité d'existence, qui relèvent du domaine des partenaires sociaux, ne soient pas inclus.

Il a été demandé quels seraient les rapports du Gouvernement avec la Commission royale. Le Ministre estime que c'est en première instance le Ministre de la Prévoyance sociale qui devrait être chargé des rapports entre le Gouvernement et la commission.

L'amendement remplaçant le texte est adopté à l'unanimité.

Art. 2

MM. Verhaegen et cst. proposaient la suppression de cet article.

Un amendement de MM. Lenssens et Denier propose de le remplacer par la définition des termes « sécurité sociale » dont question lors de la discussion de l'article 1^{er}.

Il est libellé comme suit :

« § 1. Par sécurité sociale, l'on entend :

- 1) la sécurité sociale des travailleurs salariés;
- 2) le statut social des indépendants;
- 3) la sécurité sociale du personnel du secteur public;
- 4) les régimes légaux des prestations garanties.

§ 2. Cette énumération n'est pas limitative. »

Le premier amendement est retiré et le second adopté à l'unanimité.

Art. 3

L'amendement de MM. Verhaegen et cst., remplaçant l'article, est libellé comme suit :

« La commission se compose d'un président, de quatre experts appartenant aux milieux universitaires, de seize ou

Artikel 1

Het amendement van de heren Verhaegen cs. luidt als volgt :

« Er wordt een Koninklijke Commissie ingesteld, belast met de voorbereiding van de globale hervorming van de sociale zekerheid alsmede van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid. »

De uitdrukking « sociale zekerheid » moet in zeer ruime zin worden verstaan, en omvat, zoals blijkt uit het regeerakkoord van 14 en 15 mei 1980 (blz. 11) de sociale zekerheid voor werknemers, het sociaal statuut van de zelfstandigen, de sociale zekerheid in de overheidssector, evenals de wettelijke stelsels van gewaarborgde uitkeringen.

Die verwijzing is echter niet restrictief en de commissie zal zelf nagaan hoever de hervorming moet gaan. Zo werden b.v. vernoemd : de overzeese sociale zekerheid, het sociaal statuut van de N. M. B. S. en van de oudstrijders.

Onder de stelsels van gewaarborgde uitkeringen werd uitdrukkelijk melding gemaakt van de wet van 7 augustus 1974 houdende instelling van het recht op een bestaansminimum.

Een lid wenst dat de fondsen voor bestaanszekerheid die tot het domein van de sociale partners behoren, geen deel zouden uitmaken van de hervorming.

Uit de commissie komt de vraag hoe de betrekkingen zullen zijn tussen de Regering en de Koninklijke Commissie. Volgens de Minister moet in de eerste plaats de Minister van Sociale Voorzorg met die betrekkingen worden belast.

Het amendement dat de tekst vervangt wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

De heren Verhaegen c.s. stellen voor dit artikel weg te laten.

De heren Lenssens en Deneir stellen bij amendement voor het artikel te vervangen door de omschrijving van het begrip « sociale zekerheid » waarvan sprake is geweest bij artikel 1.

Het amendement luidt als volgt :

« § 1. Onder sociale zekerheid wordt verstaan :

- 1) de sociale zekerheid der werknemers;
- 2) het sociaal statuut der zelfstandigen;
- 3) de sociale zekerheid van het overheidsperoneel;
- 4) de wettelijke stelsels van gewaarborgde uitkeringen.

§ 2. Deze opsomming is niet beperkend. »

Het eerste amendement wordt ingetrokken en het tweede wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

Het amendement van de heren Verhaegen c.s. tot vervanging van dit artikel luidt als volgt :

« De Commissie bestaat uit een voorzitter, vier deskundigen uit de academische kringen, zestien of achttien leden

de dix-huit membres des Chambres législatives et de huit suppléants, ainsi que de six représentants désignés paritairement parmi les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs indépendants, ainsi qu'un même nombre de suppléants. »

Il porte la représentation du Parlement de 6 à 16 ou 18 membres effectifs et à 8 suppléants.

Le Ministre relève que cette augmentation déforce l'équilibre existant entre les représentants des différents milieux. Les syndicats n'auraient que trois représentants. Pour eux, la représentation par communauté n'est donc pas possible. La commission décide à la suite de l'échange de vues à ce sujet, de porter le nombre de membres émanant du Parlement à douze et le nombre de représentants des partenaires sociaux à dix. Il y aurait autant de membres effectifs que suppléants. Elle précise que les propositions que les Chambres adresseront au Roi seront établies en tenant compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Un membre ayant fait observer que le groupe auquel il appartient serait lésé au cas où le nombre de membres du Parlement serait de douze, il lui a été répondu que le statut pourrait prévoir que les suppléants aient le droit de siéger en même temps que les membres effectifs. La commission se rallie à ce point de vue.

La représentation du secteur public, employeurs et travailleurs, a été évoquée.

Pour les travailleurs de ce secteur, les organisations représentatives des travailleurs seront compétentes. Du côté employeur, l'Etat pourrait être représenté par un commissaire du Gouvernement; le Ministre l'envisagera et estime que l'article 8 du projet permet au Gouvernement d'effectuer cette nomination.

Au sujet des experts appartenant aux milieux « universitaires », il est signalé que cette notion couvre le personnel scientifique mais non tout l'enseignement supérieur ou la magistrature. Dans la proposition initiale du sénateur Deleeck, l'accent était mis sur l'indépendance des experts sans mentionner de milieu d'origine.

La commission estime que la notion « académique » qui remplace dans le texte français, celle d'« universitaire », doit être interprétée dans un sens très large et que l'accent doit être mis sur l'indépendance des experts par rapport au Gouvernement. A toutes fins utiles elle est complétée dans le texte par les mots « et scientifique ». Quant aux magistrats, ils pourront être appelés sur base de l'article 5.

L'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 4

Cet article est adopté à l'unanimité, sans discussion.

Art. 5

Un amendement de M. Gondry (Doc. n° 419/2) remplace l'article par un texte de portée plus générale.

Une proposition d'adaptation de l'amendement, en ce sens que la deuxième phrase de l'article serait maintenue dans le but de marquer l'obligation de comparaître, qu'auraient les fonctionnaires et certains magistrats, n'a pas été retenue.

van de Wetgevende Kamers en acht plaatsvervangende leden, en zes vertegenwoordigers die op paritaire wijze moeten worden gekozen enerzijds uit de representatieve organisaties van werknemers en anderzijds uit de representatieve organisaties van werkgevers en van zelfstandigen, alsmede evenveel plaatsvervangende leden. »

Daardoor wordt de vertegenwoordiging van het Parlement van 6 op 16 of 18 effectieve leden en 8 plaatsvervangers gebracht.

De Minister merkt op dat die verhoging het evenwicht tussen de vertegenwoordigers van de verschillende kringen verstoort. De vakverenigingen zouden slechts drie vertegenwoordigers tellen. Wat hen betreft is de vertegenwoordiging per gemeenschap dus niet mogelijk. Ingevolge die gedachtenwisseling besluit de commissie het aantal van het Parlement uitgaande leden op twaalf en het aantal vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners op tien te brengen. Er zouden evenveel plaatsvervangers als effectieve leden zijn. Er wordt gepreciseerd dat de voorstellen die door de Kamers aan de Koning zullen worden gedaan, rekening zullen houden met de evenredige verdeling van de politieke fracties.

Een lid merkt op dat zijn fractie zou benadeeld zijn mocht het aantal Parlementsleden in de commissie op twaalf worden vastgesteld. Hem wordt geantwoord dat in de statuten zou kunnen worden bepaald dat de plaatsvervangers het recht hebben om terzelder tijd als de effectieve leden zitting te nemen. De commissie treedt dat standpunt bij.

Ook de vertegenwoordiging van de overheidssector, werkgevers en werknemers, kwam ter sprake.

Voor de werknemers uit die sector zullen de representatieve werknemersorganisaties bevoegd zijn. Van werkgeverszijde zou de Staat kunnen vertegenwoordigd worden door een Regeringscommissaris. De Minister zal die mogelijkheid in overweging nemen : hij is van mening dat de Regering op grond van artikel 8 die benoeming kan doen.

Met betrekking tot de deskundigen uit de academische kringen wordt er op gewezen dat het wetenschappelijk personeel onder dit begrip valt, maar niet het hele hoger onderwijs of de magistratuur. In het oorspronkelijke voorstel van senator Deleeck werd de nadruk gelegd op de onafhankelijkheid van de deskundigen zonder dat de kring werd vermeld waaruit zij moesten komen.

De commissie is van mening dat het begrip « academisch » in zeer ruime zin moet worden geïnterpreteerd en dat de nadruk moet worden gelegd op de onafhankelijkheid van de deskundigen t.o.v. de Regering. Voor zover als nodig wordt de tekst aangevuld met de woorden « en wetenschappelijke ». Op de magistraten kan een beroep worden gedaan op grond van artikel 5.

Het aldus gewijzigde artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Dit artikel wordt zonder bespreking eenparig aangenomen.

Art. 5

Een amendement van de heer Gondry (Stuk n° 419/2) vervangt het artikel door een tekst met een meer algemene strekking.

Op een voorstel om het amendement derwijze aan te passen dat de tweede zin van het artikel behouden blijft, ten einde de ambtenaren en bepaalde magistraten te verplichten op de hoorzittingen aanwezig te zijn, wordt niet ingegaan.

Il a été au contraire précisé que la personne invitée aux auditions n'avait nullement l'obligation de comparaître et qu'un Ministre pourrait même s'opposer à l'audition d'un de ses fonctionnaires, sous sa responsabilité politique, il est vrai.

L'amendement de M. Gondry a été adopté à l'unanimité, un membre s'abstenant.

Art. 6

Au sujet du délai dans lequel le rapport final devrait être déposé ont été formulées les propositions opposées.

— suppression de tout délai, le travail étant trop important et n'étant pas lié aux difficultés financières actuelles qui peuvent faire l'objet de mesures d'urgence.

Cette proposition fut rejetée, la commission estimant que, entre autres pour des raisons psychologiques, il y avait lieu d'aboutir au plus tôt;

— fixation d'un délai plus court :

La formule retenue prévoit que le rapport final soit déposé pour le 31 décembre 1982; que le Roi puisse proroger la mission sans qu'une limite de durée soit fixée dans la loi; que l'arrêté de prorogation soit soumis au Conseil des ministres. Elle est contenue dans un amendement de MM. Deneir et Van Acker, libellé comme suit :

« Le rapport final sera transmis aux Chambres législatives ainsi qu'au Gouvernement au plus tard le 31 décembre 1982.

La Commission pourra déposer des rapports intérimaires ou partiels avant cette date.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, proroger la mission de la Commission au-delà du 31 décembre 1982 pour le terme qu'il fixe. »

La commission entend que le rapport final soit déposé dans le délai prescrit, la prorogation ne pouvant intervenir qu'en vue de l'examen de problèmes spéciaux.

L'amendement de M. Verhaegen et consorts propose de compléter l'article comme suit :

« La Commission peut soumettre au Parlement des problèmes concernant certaines options politiques à prendre. »

Cette disposition se trouvait déjà dans l'article 2 du projet. Elle est également adoptée.

L'article amendé est adopté à l'unanimité, un membre s'abstenant.

Art. 7

On s'est interrogé sur la nécessité des enquêtes. La Commission estime que la possibilité d'en effectuer doit être prévue tout en souhaitant que le nombre en soit restreint.

Sur proposition de M. Marc Olivier, elle supprime le qualificatif « sociologique » pour permettre de procéder à d'autres enquêtes, par exemple à caractère financier.

L'article amendé est adopté à l'unanimité.

Daarentegen wordt gepreciseerd dat degene die op de hoorzittingen wordt uitgenodigd, geenszins daartoe verplicht zal worden en dat een minister zich zelfs ertegen zou kunnen verzetten dat een van zijn ambtenaren gehoord wordt, zulks weliswaar met het voorbehoud dat hij zich daarvoor politiek verantwoordelijk stelt.

Het amendement Gondry wordt, op één onthouding na, eenparig aangenomen.

Art. 6

In verband met de termijn waarbinnen het eindverslag zou moeten worden voorgelegd, worden tegenstrijdige voorstellen naar voren gebracht :

— afschaffing van elke termijn, daar het werk te omvangrijk is en niet is gebonden aan de huidige financiële moeilijkheden, waarvoor dringende maatregelen kunnen worden genomen.

Dit voorstel wordt verworpen : de commissie oordeelt dat de zaak, o.m. om psychologische redenen, zo spoedig mogelijk haar beslag dient te krijgen;

— vaststelling van een kortere termijn :

De gekozen oplossing bepaalt dat het eindverslag vóór 31 december 1982 moet worden ingediend; dat de Koning de opdracht kan verlengen zonder dat in de wet een grens aan de duur wordt gesteld; dat het verlengingsbesluit aan de Ministerraad wordt voorgelegd. Die oplossing is vervat in volgend amendement van de heren Deneir en Van Acker :

« Het eindverslag wordt uiterlijk op 31 december 1982 bij de Wetgevende Kamers en bij de Regering ingediend.

De Commissie kan vóór die tijd interimverslagen of gedeeltelijke verslagen indienen.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de opdracht van de Commissie na 31 december 1982 verlengen voor een termijn die Hij bepaalt. »

De Commissie wil dat het eindverslag binnen de voorgeschreven termijn wordt ingediend en wijst erop dat de opdracht van de Koninklijke Commissie slechts mag verlengd worden met het oog op het onderzoek van bijzondere kwesties.

Bij het amendement van de heer Verhaegen c.s. wordt voorgesteld het artikel als volgt aan te vullen :

« De Commissie kan aan het Parlement vraagpunten voorleggen betreffende bepaalde te nemen politieke opties. »

Deze bepaling was reeds opgenomen in artikel 2 van het ontwerp. Ze wordt eveneens aangenomen.

Het gewijzigde artikel wordt, op één onthouding na, eenparig aangenomen.

Art. 7

Gevraagd wordt of de onderzoeken werkelijk nodig zijn. De commissie is van oordeel dat de mogelijkheid om onderzoeken in te stellen moet voorzien worden, maar ze wenst dat het aantal onderzoeken beperkt blijft.

Op voorstel van de heer Marc Olivier wordt de bepaling « sociologische » weggelaten, ten einde het mogelijk te maken andere onderzoeken, b.v. van financiële aard, in te stellen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 8

Il est rappelé que les membres émanant du Parlement seront nommés par le Roi sur proposition des Chambres qui devront respecter la représentation proportionnelle des groupes linguistiques.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 9

Cet article est adopté à l'unanimité, sans discussion.

* * *

L'ensemble du projet, tel qu'il figure ci-après, est adopté à l'unanimité.

La proposition de loi jointe à la discussion a été retirée.

Le Rapporteur,

J. LENSSENS

Le Président,

G. BRASSEUR

Art. 8

Er wordt aan herinnerd dat de leden uit het Parlement door de Koning zullen worden benoemd op voordracht van de Kamers, die de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties in acht zullen moeten nemen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 9

Dit artikel wordt zonder discussie eenparig aangenomen.

* * *

Het gehele ontwerp, zoals het hieronder is opgenomen, wordt eenparig aangenomen.

Het bij de bespreking gevoegde wetsvoorstel wordt ingetrokken.

De Rapporteur,

J. LENSSENS

De Voorzitter,

G. BRASSEUR

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

(Nouvel intitulé)

Projet de loi instituant une Commission royale chargée de préparer la réforme globale de la sécurité sociale ainsi que la codification, l'harmonisation et la simplification de cette législation

Article 1

Il est institué une Commission royale chargée de préparer la réforme globale de la sécurité sociale, ainsi que la codification, l'harmonisation et la simplification de la législation relative à la sécurité sociale.

Art. 2

§ 1. Par sécurité sociale, l'on entend :

- 1) la sécurité sociale des travailleurs salariés;
- 2) le statut social des indépendants;
- 3) la sécurité sociale du personnel du secteur public;
- 4) les régimes légaux des prestations garanties.

§ 2. Cette énumération n'est pas limitative.

Art. 3

La Commission est composée d'un président, de quatre experts appartenant aux milieux académiques et scientifiques, de douze membres des Chambres législatives et d'autant de membres suppléants, de dix représentants choisis paritairement au sein, d'une part, des organisations représentatives des travailleurs et, d'autre part, des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs indépendants, et d'autant de membres suppléants.

Art. 4

Le président élabore des textes à soumettre à l'examen de la Commission. Il établit un rapport contenant un avant-projet de Code de la sécurité sociale, accompagné d'un exposé des motifs et d'un rapport des travaux de la Commission. Il dirige le secrétariat de la Commission.

Art. 5

La Commission peut organiser toutes les auditions qu'elle juge utiles à la réalisation de ses objectifs.

Art. 6

Le rapport final sera transmis aux Chambres législatives ainsi qu'au Gouvernement au plus tard le 31 décembre 1982.

La Commission pourra déposer des rapports intermédiaires ou partiels avant cette date.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

(Nieuw opschrift)

Wetsontwerp tot instelling van een Koninklijke Commissie ter voorbereiding van de globale hervorming van de sociale zekerheid alsmede van de codificatie, de harmonisatie en de vereenvoudiging van de desbetreffende wetgeving

Artikel 1

Er wordt een Koninklijke Commissie ingesteld, belast met de voorbereiding van de globale hervorming van de sociale zekerheid alsmede met de codificatie, harmonisatie en vereenvoudiging van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid.

Art. 2

§ 1. Onder sociale zekerheid wordt verstaan :

- 1) de sociale zekerheid der werknemers;
- 2) het sociaal statuut der zelfstandigen;
- 3) de sociale zekerheid van het overheidspersoneel;
- 4) de wettelijke stelsels van gewaarborgde uitkeringen.

§ 2. Deze opsomming is niet beperkend.

Art. 3

De Commissie bestaat uit een voorzitter, vier deskundigen uit de academische en wetenschappelijke kringen, twaalf leden van de Wetgevende Kamers en evenveel plaatsvervangende leden, en tien vertegenwoordigers die op paritaire wijze moeten gekozen worden uit enerzijds de representatieve organisaties van werknemers en anderzijds de representatieve organisaties van werkgevers en van zelfstandigen, alsmede evenveel plaatsvervangende leden.

Art. 4

De voorzitter ontwerpt teksten die ter bespreking voorgelegd worden aan de Commissie. Hij stelt een verslag op houdende een voorontwerp van Wetboek van sociale zekerheid met een memorie van toelichting en een verslag over de werkzaamheden van de Commissie. Hij heeft de leiding van het secretariaat van de Commissie.

Art. 5

De Commissie kan alle hoorzittingen beleggen welke zij voor het bereiken van haar doelstellingen nuttig acht.

Art. 6

Het eindverslag wordt uiterlijk op 31 december 1982 bij de Wetgevende Kamers en bij de Regering ingediend.

De Commissie kan vóór die tijd interimverslagen of gedeeltelijke verslagen indienen.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, proroger la mission de la Commission après le 31 décembre 1982 pour le terme qu'il fixe.

La Commission peut soumettre au Parlement des problèmes concernant certaines options politiques à prendre.

Art. 7

La Commission peut requérir des Ministres ou des institutions ou services publics compétents les renseignements administratifs nécessaires.

Elle peut également faire exécuter des enquêtes pour certaines matières.

Art. 8

Le Roi nomme le président et les membres de la Commission et arrête leur statut.

Art. 9

Le Roi détermine les frais de fonctionnement de la Commission et la composition de son secrétariat. Il peut faire appel à des fonctionnaires de services publics existants.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de opdracht van de Commissie na 31 december 1982 verlengen voor de termijn die Hij bepaalt.

De Commissie kan aan het Parlement vraagpunten voorleggen betreffende bepaalde te nemen politieke opties.

Art. 7

De Commissie kan van de bevoegde Ministers of van de bevoegde openbare instellingen of diensten de nodige bestuurlijke inlichtingen vorderen.

Zij kan eveneens voor bepaalde materies onderzoeken laten verrichten.

Art. 8

De Koning benoemt de voorzitter en de leden van de Commissie en bepaalt hun statuut.

Art. 9

De Koning bepaalt de werkingskosten van de Commissie en de samenstelling van haar secretariaat. Hij kan een beroep doen op ambtenaren van bestaande openbare diensten.